

RAPPORT ANNUEL 2017



CISP

unicef



CISP 
COMITATO INTERNAZIONALE
PER LO SVILUPPO DEI POPOLI

EN 2018, CISP FÊTE SES 35 ANS ET MET À JOUR SA DÉCLARATION D'INTENTION

Au cours de 2017, les membres, experts, et partenaires du CISP ont travaillé ensemble à l'élaboration de la nouvelle Déclaration d'intention, intitulée "**Droits, Changement et Durabilité**". La Déclaration, disponible sur le site web www.cisp.ngo, a été adoptée en janvier 2018, à l'occasion du trente-cinquième anniversaire du CISP.

La Déclaration définit les horizons stratégiques communs et fixe des objectifs généraux qui caractérisent l'action du CISP, sans préjudice envers les efforts nécessaires pour adapter nos activités aux contextes spécifiques et les rendre compatibles avec la dynamique, les besoins et les priorités des domaines dans lesquels opère notre association.

En 2008, un exercice collectif similaire avait abouti à la Déclaration d'intention intitulée "**Pour les Droits et Contre la Pauvreté**", définissant les domaines opérationnels prioritaires, et combinant la lutte contre la pauvreté avec l'affirmation des droits refusés. Les idées et les valeurs exprimées dans cette Déclaration représentent une source d'inspiration pour le CISP, mais cette nouvelle version est née de la prise de conscience que depuis 2008 le contexte international de référence de notre action a profondément changé. En 2008, nous étions à mi-parcours du Programme des objectifs du Millénaire pour le développement; depuis septembre 2015, la communauté internationale a mis en place un nouveau Programme qui vise à atteindre, d'ici à 2030, **17 objectifs** de développement durable (ODD).

Dans le contexte de ce changement mondial, certains faits ne peuvent plus être niés. L'un d'entre eux est l'émergence, sur la scène mondiale et au sein de chaque pays, de l'inégalité et de l'exclusion en tant qu'urgences sociales, politiques et économiques.

La **Déclaration d'intention** reprend l'indication de base de l'Agenda 2030: la durabilité doit être déclinée simultanément dans toutes les directions, environnementale, sociale, économique et institutionnelle. Un modèle de développement qui ne tient pas compte de l'épuisement progressif des ressources naturelles et des changements climatiques n'est pas durable, tout comme la croissance économique qui produit de la richesse pour quelques-uns, laissant des millions de personnes dans la pauvreté, et un système de gouvernance internationale incapable d'affirmer le droit international, condamnant les communautés ébranlées par les conflits armés à l'humiliation et à la souffrance.

Tous les projets du CISP peuvent être associés à un ou plusieurs objectifs de développement durable, dans la recherche du maximum d'impact et de concrétisation.



Ce ne sont pas les discours qui changent la vie des gens; c'est l'eau, le crédit, l'accès à l'éducation et à la santé, la possibilité de s'organiser, de se faire entendre, d'inspirer les politiques publiques de soutien qui peuvent faire le changement. Ce sont les domaines sur lesquels nous devons mesurer notre crédibilité.

L'engagement renouvelé du CISP en matière d'évaluation s'inscrit dans ce contexte. Cet engagement nous caractérise depuis notre fondation et s'est articulé au fil des ans en collaboration avec des partenaires, des universités et des centres de recherche. L'évaluation de l'impact de nos projets, ainsi que la transparence dans la gestion administrative et financière, sont considérées par le CISP comme des engagements centraux dans le sens de la responsabilité.

La Déclaration d'Intention actualise la *mission*, les stratégies et les objectifs du CISP.

Les critères et règles auxquels nous adhérons sont définis dans le Système de Management. Ce sont des documents différents, mais unis par un fil conducteur concret. Nous sommes convaincus que la façon dont une organisation travaille, gère ses ressources financières et, surtout, valorise les ressources humaines, ne peut être séparée de son patrimoine de valeurs.

Le CISP, c'est avant tout l'ensemble des personnes qui y travaillent. Ce sont des personnes qui parlent, pensent et rêvent dans au moins 30 langues différentes, pratiquent des religions différentes et s'inspirent de diverses cultures et visions du monde. C'est un petit segment de l'humanité, unis par des valeurs et des objectifs. La Déclaration d'intention est l'œuvre de tous.

La Déclaration d'intention "**Droits, Changement, Durabilité**" identifie les priorités stratégiques et opérationnelles suivantes: Promouvoir le dialogue et l'intégration, justice sociale et inclusion, accès à des services de qualité, égalité des chances, droit à la protection humanitaire, soutien aux groupes vulnérables et marginalisés, développement de l'innovation et recherche de nouvelles solutions, égalité des sexes, migration et droits des migrants, promotion de la paix, soutien au développement de politiques inclusives, environnement et changement climatique, attention au patrimoine culturel.

BREF PROFIL DU CISP

STATUT JURIDIQUE, OBJECTIFS ET DOMAINES D'ACTION

Le CISP est une **organisation non gouvernementale (ONG)** créée le 10 janvier 1983 et dont le siège se trouve à Rome. Grâce à des partenariats avec des agences internationales, des entreprises, des institutions publiques, des universités, des instituts de recherche, des associations, des ONG internationales et locales, le CISP a mis en œuvre et continue de mettre en œuvre des projets d'aide humanitaire, de réhabilitation et de développement dans plus de 30 pays d'Afrique, d'Amérique latine des Caraïbes, du Moyen-Orient, d'Asie et d'Europe de l'Est. En Italie et dans les pays de l'Union européenne, il promeut des initiatives de politique culturelle, de promotion de la solidarité internationale et de soutien à l'inclusion sociale. Les projets du CISP sont conçus pour répondre à des besoins prioritaires et résoudre des problèmes concrets et pour identifier, formuler et consolider des politiques sectorielles spécifiques, de nature générale et en référence à des pays et des zones géographiques spécifiques. Il s'agit de deux objectifs interdépendants, car la possibilité qu'un projet puisse inspirer ou renforcer une orientation politique dépend de son impact, de son efficacité et de la crédibilité des acteurs qui le mettent en œuvre.

Dans notre pratique, la protection des droits de l'homme et la réponse aux besoins individuels et communautaires sont intégrées dans des stratégies opérationnelles coordonnées avec les partenaires avec qui nous travaillons.

TRAVAUX THÉORIQUES, PUBLICATIONS ET ÉTUDES APPROFONDIES

Le CISP produit des publications et du matériel audiovisuel et favorise les **occasions de rencontres** et d'études approfondies pour **informer l'opinion publique** sur les expériences de coopération les plus significatives. En outre, dans le cadre de ses programmes, il organise des événements, des séminaires et des conférences pour **échanger des expériences et promouvoir des innovations** et des politiques publiques d'intérêt pour les pays dans lesquels il opère. Sur le site web du CISP (www.cisp.ngo) vous trouverez plus d'informations sur les principales activités et publications de notre association.

ORGANISATION STATUTAIRE ET OPÉRATIONNELLE

L'Assemblée Générale se réunit au moins une fois par an pour délibérer sur la planification et le bilan définitif. Tous les trois ans, elle élit le Président, le Directeur, les autres membres du Conseil d'administration de Direction et les Réviseurs aux comptes. Le Président est responsable de la représentation politique de l'Association, de la coordination des relations avec les interlocuteurs institutionnels et de l'exercice des activités de supervision. Le Directeur est le représentant légal du CISP et coordonne le contrôle de gestion. Le Conseil de Direction définit chaque année les rôles et les responsabilités du personnel du bureau de Rome, surveille son travail et prend des décisions d'importance générale. La coordination opérationnelle des activités est assurée par le Comité Exécutif, qui est formé par le Président, le Directeur et d'autres gestionnaires nommés par le Conseil de Direction. Les projets sont coordonnés au siège de Rome par les Directeurs des Aires géographiques de l'Afrique, Amérique latine et Caraïbes, Europe de l'Est et Asie, Moyen-Orient et Méditerranée, Italie et Union européenne. En plus de son bureau de Rome, le CISP a également



d'autres bureaux régionaux en Italie et, dans les pays où il opère, des bureaux nationaux coordonnés par des Représentants Nationaux. La vie organisationnelle et administrative du CISP est réglementée, en plus de ses Statuts, par un Système de Gestion composé de trois parties: le Manuel administratif, le Code de Comportement et le Système de Vérification. Les états financiers annuels sont vérifiés par un cabinet indépendant. CISP est une association dotée de personnalité juridique reconnue par l'État italien. Dans les pays où il opère, il est généralement reconnu par les lois nationales.

RELATIONS DE COOPÉRATION ET AFFILIATIONS

Pour donner plus d'efficacité à son action, le CISP collabore avec d'autres organisations et participe à différentes associations et réseaux thématiques et géographiques. Il s'agit notamment de *Link 2007 Cooperation in Network* (qui fait partie du Forum Permanent du Troisième Secteur, du Réseau pour la Paix et de l'Alliance Italienne pour le Développement Durable), de la Confédération européenne des ONG pour l'aide humanitaire et le développement (*Concord*) et du *Global Network of Civil Society Organizations for Disaster Reduction* (Réseau mondial des organisations de la société civile pour la prévention des catastrophes (GNDR)). En 1997, le CISP, avec d'autres ONG et universités, a fondé le Réseau de Coopération et de Développement (CDN), un réseau orienté vers la formation de leaders et de professionnels engagés dans le développement humain durable.

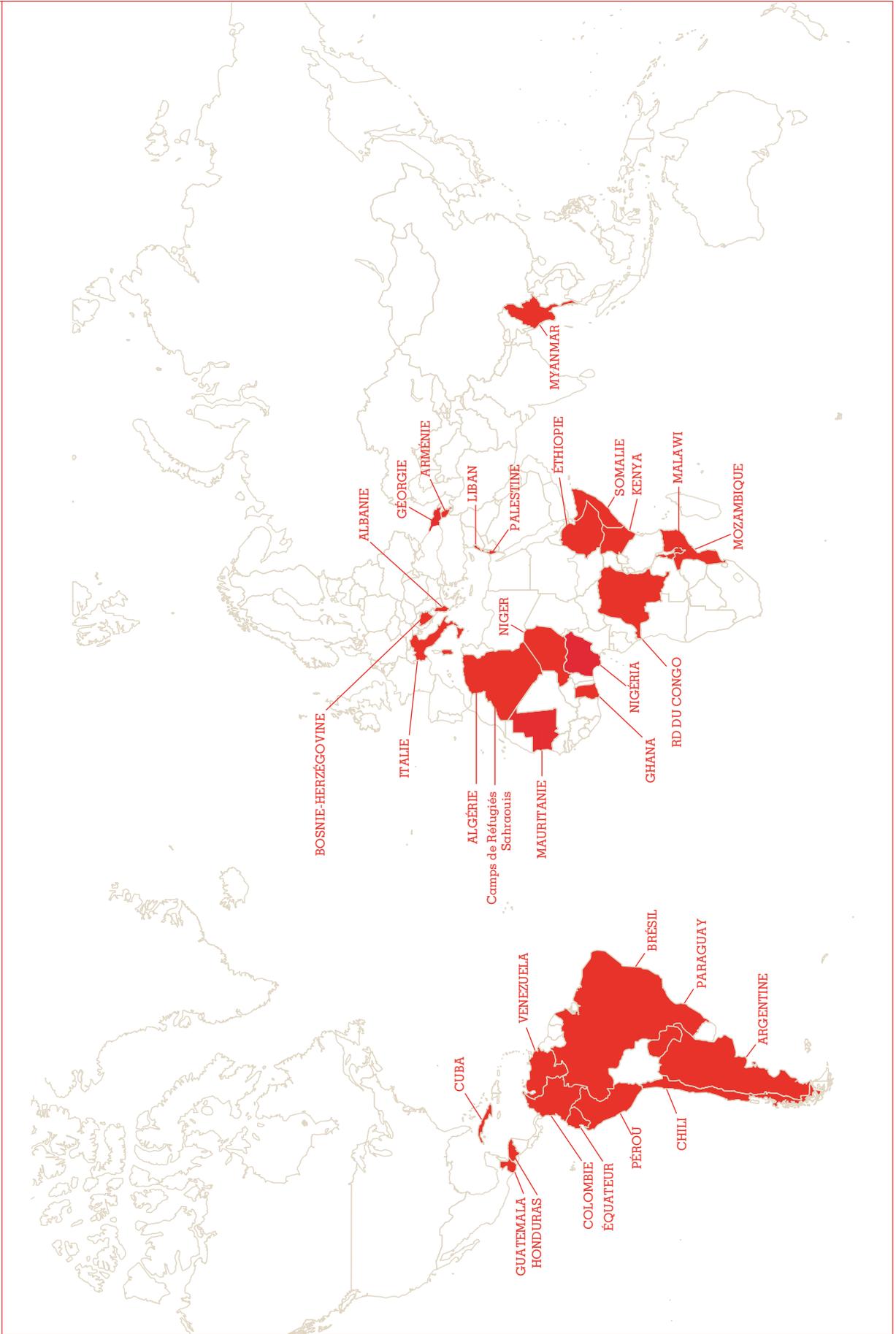
FINANCEMENT ET RESSOURCES

Les projets du CISP sont soutenus par le financement et les contributions de citoyens privés, d'associations, de fondations, d'entreprises et d'institutions publiques et privées italiennes et internationales. Parmi ces dernières figurent: l'Union Européenne, l'Agence Italienne de Coopération au Développement, les autorités locales italiennes, les agences des Nations Unies, les agences gouvernementales des pays de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), les gouvernements nationaux et les gouvernements locaux des pays dans lesquels il opère.

Le Bilan du CISP est publié sur le site www.cisp.ngo.

2017

PROJETS ET ACTIVITES EN COURS PENDANT L'ANNEE 2017



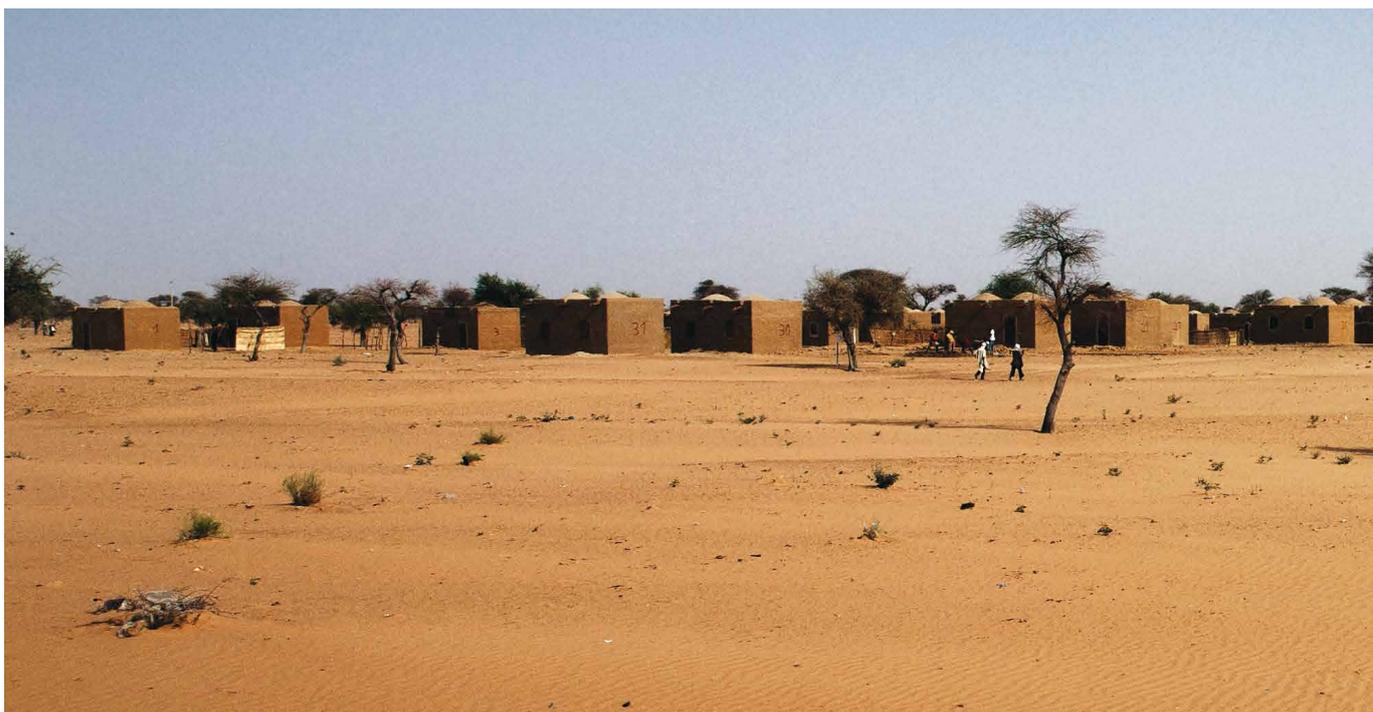
UN AN POUR LE DÉVELOPPEMENT DES PEUPLES

En **Afrique subsaharienne**, les programmes ont directement soutenu la **Somalie**, l'**Éthiopie** et le **Kenya** en **Afrique de l'Est**; le **Malawi** et le **Mozambique** en **Afrique australe**; la **République Démocratique du Congo**; le **Niger** et la **Mauritanie** en **Afrique centrale** et **occidentale**. Des activités ont également été menées dans le cadre de programmes multinationaux au **Nigeria** et au **Nigéria**. Dans d'autres pays, comme le **Mali**, le **Burkina Faso** et la **Guinée Bissau**, des relations de collaboration ont été établies avec des entités nationales. Les thèmes clés de l'action du CISP en Afrique ont été la santé, l'accès à l'eau et aux soins de santé, l'éducation, la sécurité alimentaire, le développement économique et social, la protection et la prévention des violations des droits des femmes et des enfants et la mise en valeur des ressources environnementales et culturelles.

Au **Niger**, nous avons également renforcé et développé un programme global d'aide aux personnes déplacées, aux réfugiés et aux rapatriés dans la région de Diffa à la suite du conflit dans la région du lac Tchad. Les activités des programmes d'urbanisme avec les autorités locales sont axées sur la construction de logements en utilisant des techniques traditionnelles. Le programme s'inscrit dans le cadre de la stratégie d'assistance hors des camps promue par le HCR et est fortement axée sur la perspective du *Humanitarian - Development Nexus* (lien entre l'humanitaire et le développement).

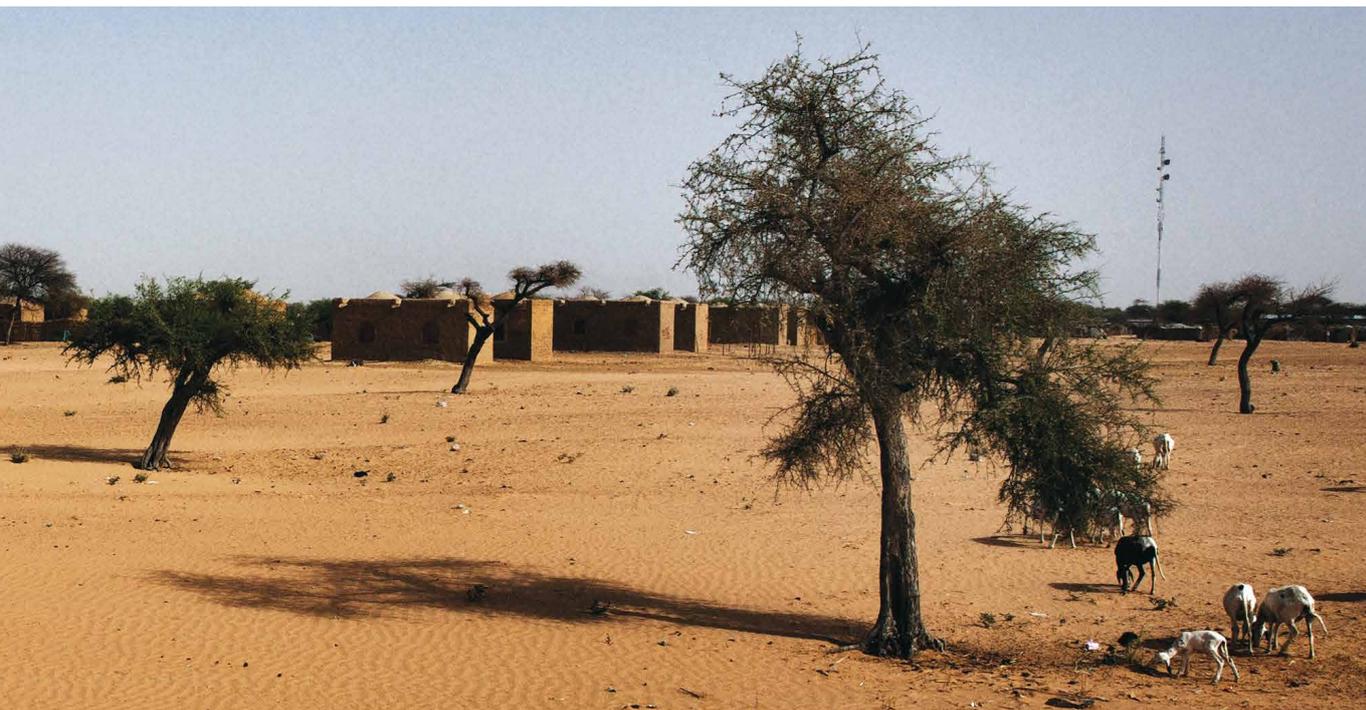
En **Éthiopie**, en 2017, l'engagement en faveur du thème de la migration a été considérablement renforcé, avec trois objectifs: renforcer les capacités des institutions et de la société civile à analyser et gérer la question de la migration irrégulière et non protégée; étendre les possibilités de revenus et d'inclusion sociale aux groupes de la population actuellement privés de possibilités et d'accès à la formation professionnelle et au crédit; et protéger les groupes les plus vulnérables.

En **Somalie** et au **Niger** en particulier, le CISP a continué à travailler sur le thème du lien entre culture et développement, en termes de sauvegarde et de promotion du patrimoine culturel, de valorisation de ces ressources en tant qu'opportunités de développement et de revenus pour les communautés, et de réhabilitation du tissu social et institutionnel. Au **Kenya**, un programme d'appui au dialogue entre



les citoyens, les associations de la société civile et les institutions locales a été conclu, ce qui a conduit à un grand effort pour capitaliser les expériences et les méthodologies de promotion d'un dialogue efficace et de participation du public. Toujours au Kenya, avec l'appui de l'UNICEF et dans le cadre du Programme de nutrition maternelle et infantile, nous avons continué à promouvoir la participation communautaire et la responsabilisation des institutions locales pour améliorer les comportements et l'accès aux services de soutien nutritionnel pour les mères et les enfants. Dans ce cas aussi, un important travail d'analyse et de capitalisation a été réalisé en collaboration avec l'Université de Pwani et les institutions locales. En 2017, les relations avec les universités et centres de recherche tels que l'Université Kenyatta et le Tangaza College au Kenya, l'Université Oda Bultum, l'Université Adigrat, l'Université Makallé et l'Université Assosa en Ethiopie, et l'Université Johns Hopkins, ont été consolidées.

En **Amérique latine** et dans les **Caraïbes**, le CISP a opéré au **Guatemala** et au **Honduras** en **Amérique centrale**; à **Cuba** dans les Caraïbes; en **Argentine**, au **Brésil**, en **Colombie**, en **Équateur**, au **Chili**, au **Pérou**, et au **Venezuela** en **Amérique du Sud**. Il y a eu deux niveaux d'intervention. D'une part, la collaboration avec les autorités gouvernementales de divers pays a continué à définir et à mettre en œuvre des processus de réforme des politiques publiques en matière de protection sociale, d'éducation et d'emploi (y compris dans des pays comme le Chili et le Pérou, où nous n'avons pas de bureaux permanents). Dans ce contexte, un travail particulièrement important a été réalisé avec la *Mesa regional de cooperación técnica sobre competencias transversales y socioemocionales* - **MESACTS**¹, à laquelle participent 9 pays d'Amérique latine et dont le CISP est responsable du secrétariat technique; la promotion au **Brésil** de l'initiative "la Baixada que Queremos", un réseau d'acteurs privés, publics et de la société civile pour contrer la dérive sociale et humaine de la Baixada Fluminense à Rio de Janeiro et avec de nombreuses initiatives au **Venezuela** pour la promotion d'une culture et de politiques actives pour la bonne gestion des déchets à travers la méthodologie des 3R. Le CISP est également devenu un membre actif (en fournissant



un consultant expert) de la section latino-américaine du Réseau Mondial pour la Gestion et la Réduction des Catastrophes - GNDR (www.gndr.org), un domaine d'une grande importance pour la région. D'autre part, les activités de soutien aux communautés locales se sont poursuivies avec de nouveaux projets. Aujourd'hui, l'engagement du CISP en **faveur de la promotion des droits et de l'égalité des chances** est mis en œuvre au **Honduras** et au **Guatemala** avec des projets et des initiatives visant à améliorer l'efficacité des services et des politiques de promotion d'un développement inclusif; au **Brésil**, avec des activités visant à renforcer la participation démocratique et le rôle moteur des jeunes dans les politiques sociales; en **Colombie**, avec des projets d'appui aux communautés les plus pauvres et victimes du conflit, en collaboration avec le Ministère de l'agriculture, *Prosperidad Social* et la Commission européenne; et à Cuba, avec des projets dans le domaine de la culture et du développement agricole comme moteur du développement local. Le CISP s'est également mobilisé pour apporter des réponses concrètes et efficaces aux victimes du tremblement de terre en **Équateur** et apporte assistance et soutien aux populations touchées par le tremblement de terre. Il convient également de mentionner la continuité des activités de formation sur la prévention et la réduction des catastrophes, menées principalement en **Argentine**. Le CISP continue à être particulièrement actif dans l'accompagnement des institutions et des communautés colombiennes victimes du conflit, dans la ferme conviction qu'avec la paix il peut y avoir une nouvelle phase historique pour le pays avec de nouvelles opportunités de rédemption et de développement, en particulier pour les réalités qui ont été plus impliquées que d'autres dans le conflit. Dans ce contexte, à la fin de l'année dernière, nous avons promu et signé un accord pour un projet financé par le Fonds d'affectation spéciale pour la paix de l'Union européenne, auquel nous avons symboliquement donné le titre de **PUEDES - la Paz Unica Esperanza para el Desarrollo Economico y Social** (Paix unique espoir pour le développement économique et social), un projet qui sera mis en œuvre dans le département de Putumayo.

En **Europe de l'Est** et en **Asie**, le CISP a opéré principalement en **Arménie**, **Géorgie**, **Bosnie-Herzégovine** et **Albanie**, par la mise en œuvre de projets dans les domaines de la migration et du développement, de l'éducation, de la sécurité alimentaire, de la protection et de la promotion des ressources naturelles et dans le domaine du développement économique local durable. En **Arménie** et en **Géorgie**, une



1 | L'objectif de MESACTS (établi à la fin du programme EuroSocial II) est de promouvoir l'approfondissement et l'échange d'expériences sur le rôle des compétences non techniques dans les politiques sociales liées au travail, à l'éducation et à la protection sociale, à partir des outils développés et promus par les experts du CISP.



assistance technique a été fournie aux gouvernements nationaux, aux associations de la société civile et aux autorités locales pour définir des actions et des politiques en matière de migration et de développement, et renforcer le lien entre les réalités locales et les Diasporas des deux pays. En Arménie, en outre, des interventions en faveur du développement économique local ont été menées à travers l'autonomisation des petits entrepreneurs et des entrepreneurs agricoles et des actions visant à renforcer les services d'appui au développement des entreprises. En outre, toujours en Arménie, un programme d'assistance technique au gouvernement en matière de sécurité alimentaire a été mis en œuvre en collaboration avec le *Programme Alimentaire Mondial*, visant en particulier à élaborer une stratégie pour la mise en œuvre de programmes d'alimentation scolaire.

En **Bosnie-Herzégovine**, une collaboration a été établie avec des institutions, des universités, des écoles, des acteurs économiques et de la société civile du canton de Tuzla dans les domaines de la protection de l'environnement et du développement d'un tourisme responsable. En **Albanie**, un projet de soutien au développement communautaire dans la région de Shkodër, dans le nord du pays, a été lancé en partenariat avec VIS. Au **Myanmar**, un dialogue a été engagé avec les représentants les plus importants du monde des ONG et des associations locales sur les actions à soutenir pour la promotion de la démocratie et de la paix. En 2017, le CISP en **Kirghizistan** a ouvert des voies de coopération avec les représentants des autorités locales et des associations de la société civile dans le domaine des politiques de protection des groupes les plus vulnérables de la population. Enfin, le CISP, en collaboration avec CIPSI, a réalisé un cours de formation sur la planification et l'évaluation à l'intention des cadres et des fonctionnaires du ministère du Plan du Bangladesh.

En **Méditerranée** et au **Moyen-Orient**, le CISP a été actif en 2017 en **Algérie**, dans les **Camps de Réfugiés Sahraouis** du sud de l'Algérie, au **Liban** et en **Palestine**. En **Algérie**, le CISP a continué à promouvoir les droits humains et à renforcer la société civile et les associations. Un projet de développement territorial a également été lancé dans le cadre des relations bilatérales entre l'Union Européenne et le Ministère Algérien des Affaires Sociales.

Dans les **Campements de Réfugiés Sahraouis**, dans la région de Tindouf, dans le sud de l'Algérie, les actions se sont poursuivies en collaboration avec les agences des Nations Unies (UNICEF, HCR et





PAM), avec des fonds de l'Union européenne, de la Coopération italienne et de l'Ambassade de France. Les principaux domaines d'intervention ont été: le renforcement du système scolaire, la prévention des hépatites virales, le soutien au système informatisé des archives sanitaires centrales, la protection, le développement des associations de jeunes, la distribution de produits alimentaires et non alimentaires, le soutien au système judiciaire et au système de défense des droits de l'homme, la réhabilitation et la reconstruction des infrastructures de base (écoles et centres de santé) endommagées par plusieurs inondations survenues dans les campements au cours de l'année 2016. Le siège du CISP en Emilie-Romagne (Italie) a coordonné - également dans les campements Sahraouis - des projets territoriaux avec les autorités locales italiennes, les associations et l'Université de Bologne.

Au **Moyen-Orient**, l'engagement du CISP s'est concentré au **Liban** et en **Palestine**. Face à la crise persistante en Syrie et à ses effets dans le pays et dans la région, le CISP a poursuivi son assistance humanitaire aux réfugiés syriens au Liban dans le cadre de la réponse internationale coordonnée par les Nations Unies. Un certain nombre d'interventions - avec le financement de l'UE, de l'UNICEF, du HCR, de l'OCHA - ont été entreprises pour aider les réfugiés syriens et les communautés d'accueil libanaises à améliorer l'hygiène, l'eau et les conditions de vie des réfugiés et à garantir leur droit à l'éducation. Les projets de réhabilitation - en particulier dans le secteur de l'eau - se sont également poursuivis pour les communautés libanaises d'accueil. En collaboration avec les communautés et les institutions locales, une évaluation et une identification des nouveaux besoins ont été effectuées afin de développer de nouvelles initiatives. En **Palestine**, en 2017, un projet socio-éducatif financé par l'Union européenne, démarré en 2015, s'est poursuivi en faveur des enfants et des jeunes palestiniens vivant à Jérusalem-Est. L'intervention est réalisée en collaboration avec le Centre *Burj Al Luq Luq*, qui offre divers services sociaux, éducatifs et récréatifs aux jeunes et à leurs familles dans le centre historique de la ville de Jérusalem. Parmi les activités réalisées, il y a la mise en place d'un atelier de céramique qui représente un espace de formation, de socialisation et de possibilités d'emploi pour les jeunes de Jérusalem-Est.

L'intervention a été soutenue par d'autres projets soutenus par la Région Emilia Romagna, en collaboration avec le Réseau UISP, pour l'amélioration des techniques éducatives pour la petite enfance et la promotion du sport comme moyen d'éducation et de cohésion parmi les jeunes. Le CISP continue également d'accorder une attention particulière aux communautés bédouines et aux communautés d'éleveurs de la région de Jéricho (zone C), en travaillant avec les communautés et institutions locales pour identifier les interventions en réponse à la situation de pénurie chronique d'eau. En particulier, en 2017, un projet a été lancé - en consortium avec DISVI - pour améliorer l'accès à l'eau et aux services de santé maternelle et infantile dans la zone C. Enfin, un partenariat international a été établi avec des institutions et associations en Italie, au Liban, en Palestine et en Jordanie pour préparer un projet sur la promotion du tourisme durable comme outil de développement socio-économique des territoires, dans le cadre du programme européen ENICBCMed 2014-2020.

En **Italie**, en 2017, le CISP a consolidé sa participation aux stratégies de sensibilisation et d'éducation aux Objectifs de développement durable (ODD) dans le cadre de l'Alliance italienne pour le développement durable (ASviS), à laquelle il adhère par le biais de Link 2007 Cooperation in Network (Coopération en Réseau). Cet engagement se reflète également dans la participation au comité de coordination du protocole signé entre l'ASviS et le Ministère de l'Education, de l'Université et de la Recherche (MIUR) et dans la coordination du concours national sur les ODD pour les écoles italiennes "*Facciamo 17 Goals*" (Marquons 17 buts). L'engagement en faveur de l'intégration des migrants et des demandeurs d'asile s'est poursuivi par la formation du personnel des centres d'assistance et le début de la collaboration avec les autorités locales sur le territoire romain. En même temps, le CISP est partenaire d'un projet de lutte contre l'éducation insuffisante dans la région du Latium. Dans l'**Union européenne**, en 2017, nous avons vu le début du projet européen **GET UP AND GOALS! *Global education time***: un réseau international d'apprentissage et d'écoles actives pour les ODD, qui est mis en œuvre grâce à un vaste réseau de partenariats en Italie, aux Pays-Bas, en Autriche, en Irlande, en Bulgarie, en République tchèque, en Espagne, au Portugal, en Pologne, en Roumanie, au Royaume-Uni et en Hongrie.

Dans le domaine de l'**enseignement supérieur**, le réseau de relations et d'alliances avec les ONG, les universités et les centres de recherche devient de plus en plus solide. Le *Réseau de coopération et de développement* (CDN), fondé en 1997 par le CISP en collaboration avec l'Université de Pavie (UNIPV), l'Institut des hautes études universitaires de Pavie (IUSS), la Coopération internationale (COOPI) et le Volontariat international pour le développement (VIS), consolide les activités d'échanges universitaires et de recherche, en mettant l'accent sur la capacité de jeter des ponts entre les peuples et les pays. Le réseau CDN comprend, outre le Master en Coopération et Développement à Pavie (Italie), qui en est à sa vingt et unième édition, ELACID (*Escuela Latino-Americana de Cooperación y Desarrollo*) en Colombie avec l'Université de San Buenaventura à Cartagena des Indes, le MICAD (Master en coopération internationale et développement) en collaboration avec l'Université de Bethléem en Palestine, le MECOHD *Master of Economics* (Coopération et développement humain) en collaboration avec l'Université Kenyatta, le Tangaza College et le Programme des Nations Unies pour le développement au Kenya, le MICD (*Master in International and Cooperation Development*) avec l'Université du Mid-Western au Népal. Chacun des pôles du réseau a établi des relations avec différents types de *partenaires* locaux et régionaux.

A la lumière de l'Agenda 2030, les programmes d'enseignement des différents masters ont été mis à jour et des innovations ont été apportées dans les activités d'enseignement et de recherche sur le développement humain. Le CISP, en collaboration avec le Réseau d'aide humanitaire (NOHA) et l'Université de Pavie, organise l'école d'hiver NOHA qui a eu en 2016, pour thème Relier l'aide d'urgence, la réhabilitation et le développement (LRRD) et, en 2017, le *Humanitarian-Development NEXUS*.

L'utilisation des images et des messages associés repose sur les valeurs de respect et de solidarité avec les communautés avec lesquelles le CISP travaille. Les photographies qui représentent les personnes ont été prises et publiées avec leur consentement (ou leurs parents / tuteurs).



CHILDREN RIGHTS

1. Right to education
2. Right to food
3. Right to shelter
4. Right to medical care
5. Right to security
6. Right to play
7. Right to worship
8. Right to clothes
9. Right to Respect
10. Right to Rest
11. Right to Liberty
12. Right to parental love and care



L'ENGAGEMENT DU CISP EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT DURABLE EST RENFORCÉ, Y COMPRIS EN EUROPE

En 2017, le projet **GET UP AND GOALS! Global education time (Il est temps pour l'éducation mondiale)**: un réseau international d'apprentissage et d'écoles actives pour les ODD, cofinancé par l'Union européenne, a été activé. Le projet vise à soutenir la mise en œuvre de l'**Agenda 2030** dans les écoles.

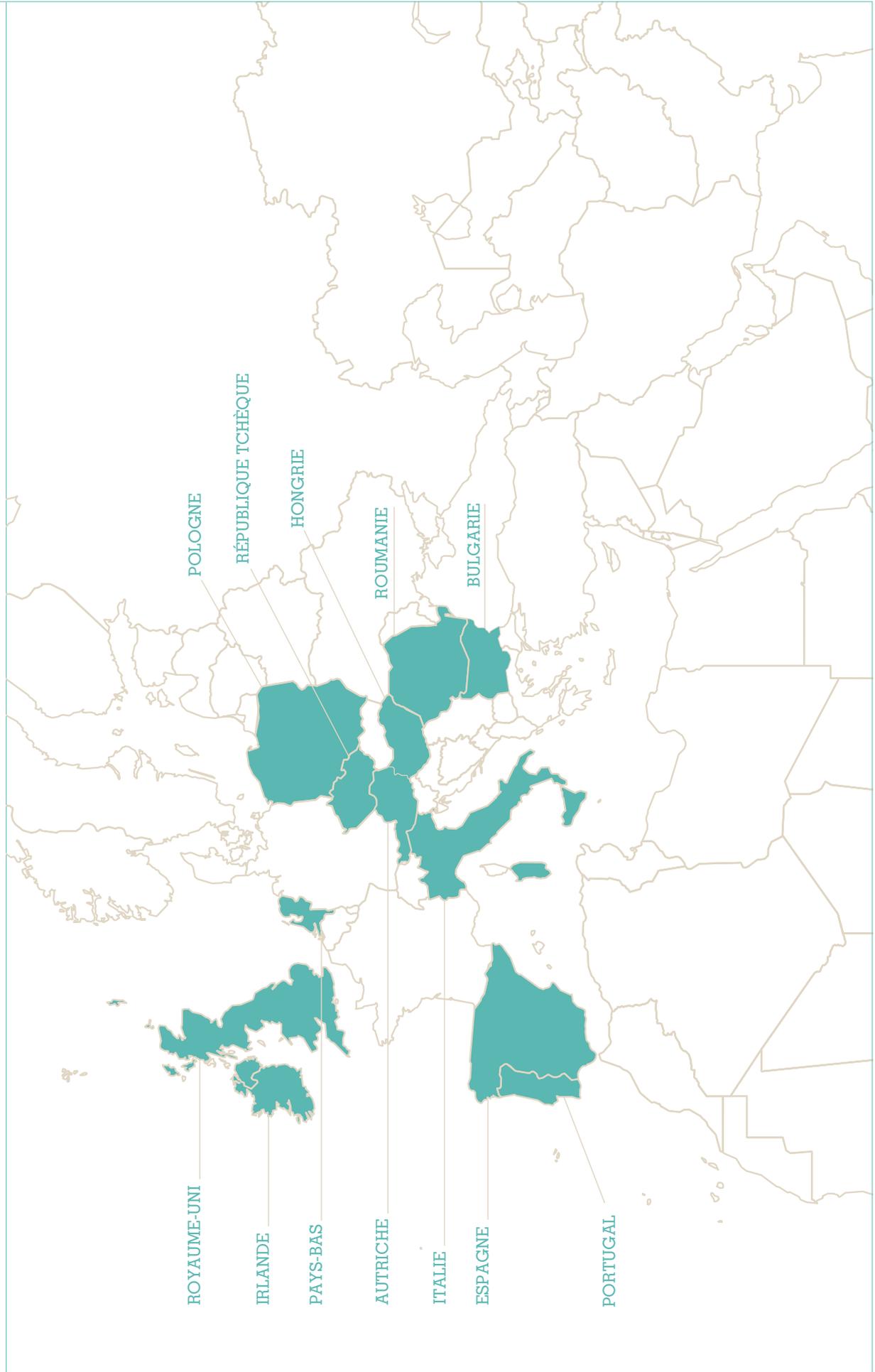
Le CISP est le coordinateur général du projet, en partenariat avec **13 autres entités** des pays suivants: **Italie, Autriche, Bulgarie, Irlande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Espagne, Hongrie et Royaume-Uni**. Les ministères de l'éducation des **12 pays européens** concernés ont également rejoint le projet, de même que plusieurs universités (en l'Italie, le Département des sciences de l'éducation de l'Université de Roma Tre; *Alma Mater Studiorum* de l'Université de Bologne); l'Université de Macerata; l'Université de L'Aquila) et autorités locales (en Italie, la municipalité I de Rome capitale; la ville métropolitaine de Bologne; la municipalité d'Ancône; la municipalité d'Avezzano (AQ) et la municipalité de Porto San Giorgio). Les entités collaboratives comprennent également les universités et les centres de recherche des pays *partenaires*, en particulier en Afrique et en Amérique latine.

Le projet sera développé sur trois ans, dans 120 écoles et aura pour cible les acteurs de l'école: (enseignants, étudiants, chefs d'établissement), pour atteindre les familles, les communautés et les autorités locales, les médias sociaux et l'opinion publique.

Les principales activités envisagées seront:

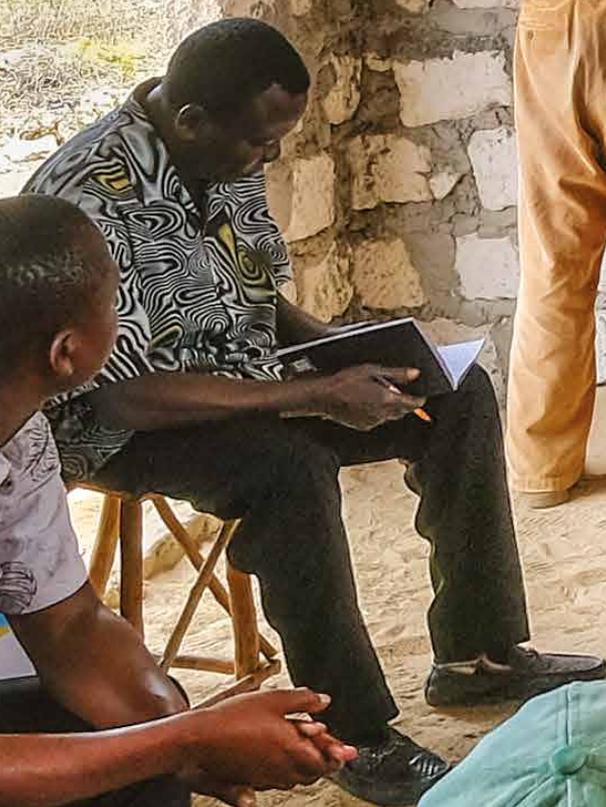
- Formation des enseignants sur l'Agenda 2030 et l'éducation à la citoyenneté mondiale.
- Formation et échange de bonnes pratiques entre enseignants, au niveau national et entre les pays impliqués dans le projet.
- Expérimentation d'unités d'apprentissage sur les questions relatives aux ODD.
- Préparation et diffusion d'un manuel mondial de géohistoire.
- Actions de sensibilisation sur les ODD adressées à la communauté locale, menées par les élèves des écoles concernées.
- Application et mise à l'essai d'une méthode de mesure de l'impact des initiatives d'éducation à la citoyenneté mondiale et à la durabilité.
- Activation d'un site web spécifique au projet européen où seront publiés des matériels pédagogiques innovants et les résultats des activités menées dans les écoles.
- Campagnes européennes de sensibilisation des enseignants et des jeunes aux objectifs du développement durable (ODD) et de la citoyenneté mondiale.







COMMUNITY DIALOGUE
WEEK SIDE
- VIOLENCE
DIALOGUE



MEETING (14)

14/9/2017

(6) DAY ONE (1)

AGENTS CHILDREN

Dhuluma za Kijinsia katika Jamii

- (i)
- DI — UKOKETAJI (F.G.M)
- DII — Ubaraji — ulawiti
- DIII — Ndoa za mapema
- DIV — Kuumanyima elimu bora
- DV — Kuumanyima uhuru wa Kwabudu Mungu
- DVI — Kuumanyima uhuru wa kuchezza

Kina nani wanahusika

- 1) — Wazazi ndio wanahusika wakati eg. ukoketaji, elimu kwabudu etc
- 2) — Jamii eg itikadi, ubaraji, ulawiti Uuvi, ajira kwa watoto, Ufisiadi

"KUWA MAKINI"

Jukumu lita ni mimi?

- (1) — Kuacha itikadi Mbaya
- Kuwera uladama kwa watoto bala
- Kukataa ufisiadi (hongo)
- Tubakikishe watoto wanaenila shule
- Kuto ajira watoto wadogo
- Kuwapa uhuru wa Kwabudu Mungu
- Kuwapa uhuru wa kuchezza kwa watoto
- Ufaao
- Kuwapa ajira bora
- Kuwapa lisho bora
- Kutichua Siri





SIÈGE À ROMA

VIA GERMANICO 198 - 00192 ROME - ITALIE
T. +39 06 3215498 - F. +39 06 3216163 - CISP@CISP-NGO.ORG
WWW.CISP.NGO